

E 2300(-)/9001/240

[DoDiS-10159]

*Le Ministre de Suisse à Londres, H. de Torrenté,
au Chef du Département politique, M. Petitpierre*

CONFÉRENCE DE TORONTO ET EXTRÊME ORIENT

Copie

L

Londres, 22 juillet 1952

1. Au début de notre entretien de ce jour, qui devait porter uniquement sur les problèmes d'Extrême Orient, Mr. R. H. Scott, Assistant Under-Secretary of State au Foreign Office, a tenu à définir en son nom et au nom de son collègue C. G. Kemball, expert des Conventions de Genève, la position de la Grande-Bretagne à l'égard de la *Conférence de la Croix Rouge de Toronto*¹.

Il est de tradition que l'Etat qui accueille la Conférence des Sociétés de la Croix Rouge invite également les gouvernements.

Londres n'envoie pas en règle générale de mission officielle, mais désigne simplement un observateur du gouvernement. Pour la Conférence de Toronto, cet observateur sera Miss J. A. C. Gutteridge, Assistant Legal Adviser du Foreign Office.

Au cours de ces derniers jours, le Foreign Office a appris que certains pays communistes – dont l'URSS, la Bulgarie, la Tchécoslovaquie, la Chine – envisageait l'envoi d'importantes délégations.

C'est ainsi que la Chine déléguera deux missions:

- a) l'une de la Société de la Croix Rouge chinoise, présidée par le Ministre de la Santé publique lui-même²;
- b) l'autre gouvernementale, présidée par le Vice-Ministre de la Santé publique³.

De ce déploiement de forces, des rumeurs qui circulent et des renseignements communiqués par Washington, il est aisé de prévoir que ces pays, les satellites, ont l'intention de mener grand tapage à propos de la guerre bactériologique, de la convention de 1925, des prisonniers de guerre en Corée etc. et, en outre, de monter une «big attack» contre le CICR.

Dans ces conditions, le Foreign Office a décidé en principe d'envoyer encore deux observateurs supplémentaires. Sir Oliver Franks, Ambassadeur à Washington, a été invité de détacher à Toronto l'un de ses spécialistes de l'Orient et Gladwyn Jebb, délégué à l'ONU, son «deputy» Coulson, expert de la guerre bactériologique à la Commission du désarmement.

Le Foreign Office est de l'avis que la Conférence ne doit traiter que des problèmes de la Croix Rouge, en évitant d'aborder toute question politique.

1. Il s'agit de la 18^{ème} Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Sur cette conférence, cf. E 2200.40(-)1967/128/23.

2. Madame L. Dequan.

3. H. Cheng.

Il est douteux que cette tactique réussisse; cela dépendra surtout de l'attitude des délégations et du savoir-faire du Président de la Conférence.

Quoi qu'il en soit, le Foreign Office aurait vivement désiré connaître l'attitude du gouvernement suisse à l'égard de la Conférence de Toronto et comment le CICR compte faire face à l'attaque communiste. Le Foreign Office est prêt à aider le CICR dont il veut maintenir le prestige.

La tactique à suivre peut être discutée sur place. En revanche, sur le fond, des instructions spéciales doivent être données aux délégués. L'UK prend également contact, à cet effet, avec le Canada et les USA.

Vu l'urgence, je vous ai informé par voie rapide du vœu exprimé par le Foreign Office, en vous laissant le soin de décider si vous jugiez opportun de vous engager dans une voie qui n'apparaît pas sans danger pour le CICR.

2. *Far East.*

a) Le Foreign Office n'est pas encore en possession du texte complet de la note chinoise!⁴ S.⁵ me le remettra sans retard⁶.

b) La nomination du «Deputy Chief of Staff» britannique sera annoncée à la Chambre des Communes la semaine prochaine. Le choix de la personne et l'élaboration des instructions ont pris un certain temps; des consultations ont été nécessaires avec l'Australie, la Nouvelle Zélande, le Canada et les USA.

Il est entendu que le «deputy» sera mis purement et simplement à la disposition du Commandant des troupes de l'ONU; son mandat ne comporte aucune tâche spéciale.

c) A Panmunjom, les Chinois continuent à réclamer la reddition de tous les prisonniers⁷.

La presse a fait plusieurs fois état de l'intervention de l'Inde pour hâter l'aboutissement des négociations d'armistice. Or, selon S.⁸, le rôle de New Delhi en cette matière est des plus confus. Indéchiffrables également les propositions communiquées au Foreign Office!

Avant de quitter Pékin, au mois de juin, le Sardar Panikkar eut avec Chou En-lai un entretien sur les négociations de Corée. Il fit savoir à New Delhi que les Chinois tenaient à résoudre le problème des prisonniers et suggéraient à cette fin:

- 1) qu'on leur restitue «a round figure» de prisonniers;
- 2) ou que l'on envoie les prisonniers sans escorte «to a neutral place».

4. Il s'agit d'une note du gouvernement chinois transmise à l'Ambassade de Grande-Bretagne à Pékin concernant le statut des entreprises anglaises à Hongkong. Sur le problème de la nationalisation des entreprises en Chine, cf. la lettre de H. de Torrenté à M. Petitpierre du 2 avril 1952. Non reproduite.

5. R. H. Scott.

6. Un extrait de la note est communiqué au Département politique le 21 août 1952. Dans cet extrait, on peut lire: The Chinese Government regards the promotion of Sino-British trade on equal terms as contribution to the improvement of the standard of living in both countries. Cf. la lettre d'E. Bernath à M. Petitpierre du 21 août 1952. Non reproduite.

7. Sur cette question, cf. la lettre de H. de Torrenté à M. Petitpierre du 8 juillet 1952. Non reproduite.

8. Cf. note 5.

Ce mystérieux message communiqué par le Haut Commissaire de l'Inde à Londres⁹ parut au Foreign Office absolument hermétique. Qu'entendait-on par «round figure»? Comment pouvait-on envoyer des prisonniers sans escorte? De quel territoire neutre s'agissait-il? Après deux semaines d'attente et de nouvelles palabres, il apparut que Pékin maintenait intégralement ses exigences: recouvrer la totalité des prisonniers chinois.

d) Les négociations avec le Japon au sujet des bases britanniques et de la juridiction sur les troupes du Commonwealth se révèlent très délicates. Deux matelots britanniques se morfondent toujours dans les geôles japonaises.

e) Pacte du Pacifique. Une conférence aura lieu au mois d'août à Honolulu entre l'Australie, la Nouvelle Zélande et les USA¹⁰.

9. K. Menon.

10. Sur cette conférence, cf. la lettre de H. de Torrenté à M. Petitpierre du 11 août 1952, non reproduite.